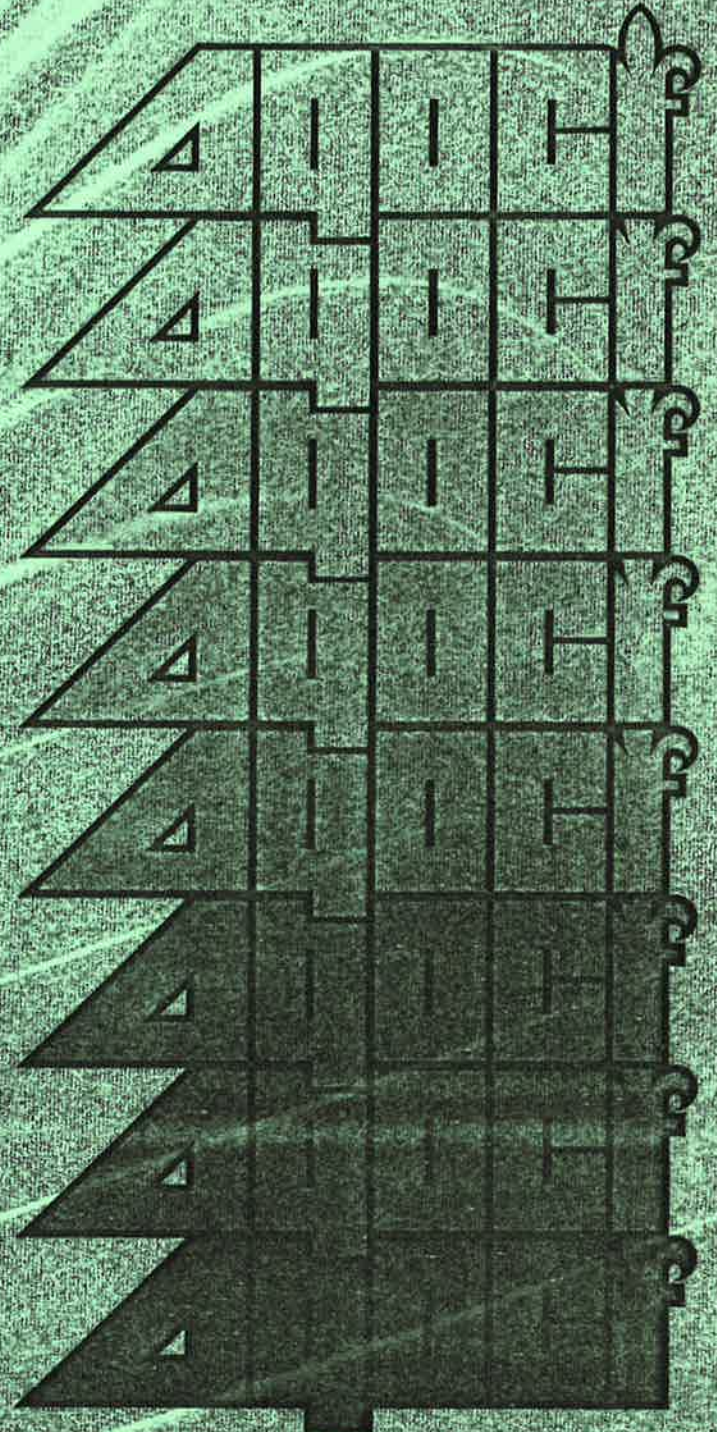


AQ. 51

Rapport annuel

1978-79



Association
Québécoise
des Organismes
de Coopération
Internationale

CONTENU

- Extraits du rapport de la présidente

- Le conseil d'administration de l'AQOCI

- Fréquences des réunions officielles de l'AQOCI

- Rapport d'activités
 - les comités
 - les projets financés par le M.A.I.Q.

* * *

"Beaucoup d'eau a coulé depuis la fondation. L'AQOCI est toujours en pleine croissance, et l'AQOCI en ressent parfois des douleurs. Une association pour laquelle il faut allonger les manches tous les mois pour des raisons de croissance n'est pas sans poser des problèmes, et nous avons besoin de la participation des membres pour aider à les résoudre.

En ce qui regarde cet objectif qui veut que l'AQOCI soit un carrefour d'idées, beaucoup d'efforts ont été faits à ce sujet. Les comités mis sur pied par le conseil d'administration en vue de réaliser les propositions des assemblées annuelles ont contribué de façon sensible aux échanges, aux contacts et aux rencontres entre les organismes, ce qui a pour effet d'améliorer la connaissance réciproque : on se parle davantage, on se connaît mieux et les échanges se sont améliorés.

Pourtant, tous ces comités sont formés d'individus qui travaillent déjà chacun dans un organisme membre à l'AQOCI. De plus, on sait que dans chacun de ces organismes on est, règle générale, déjà à court de personnel, et donc surchargé de travail. Voilà donc un premier point qui, comme on peut s'en douter, pèse de tout son poids.

La plupart des membres du conseil d'administration se sont montrés disponibles et ont beaucoup donné. Les membres des comités ont fait leur possible pour la plupart. Et, à ce sujet, je profite de l'occasion pour souligner l'effort qu'on dû investir certains organismes en dégageant du personnel pour assurer que que le travail se fasse.

Car c'est bien connu, on exige beaucoup de la part de tous."

EXTRAIT DU RAPPORT DE LA PRESIDENTE, MADAME GHISLAINE BELANGER

* * *

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mad. Ghislaine Bélanger Directrice générale Assistance médicale internationale	Présidente
Mad. Céline Barbin Présidente UNICEF-QUEBEC	Vice-présidente
M. Karl Lévêque Directeur adjoint Entraide missionnaire	Trésorier
M. Jacquelin Télémaque Vice-président Carrefour international	Secrétaire
Mad. Judith Bergeron Directrice Carrefour de Solidarité internationale	Administratrice
M. Denis Thibeault Directeur de l'éducation Organisation catholique canadienne pour le Développement et la Paix	Administrateur
M. André Stainier * Secrétaire administratif Carrefour Tiers-Monde	Administrateur
M. Jacques Gauthier Directeur à l'éducation Service universitaire canadien outrre-mer (SUCO)	Administrateur
Mad. Nicole Riberdy Coordonnatrice Comité régional d'éducation pour le développement international	Administratrice
* M. Clément Duhaime Jeunesse du Monde (suite au départ de André Stainier)	Administrateur

FREQUENCE DES REUNIONS OFFICIELLES

Assemblée générale spéciale	25 nov. '78
3e Assemblée générale annuelle	25 nov. '78
Réunion du conseil d'administration	16 janv. '79
" " " "	23 fév. '79
" " " "	6 avr. '79
" " " "	14 mai '79
" " " "	1er juin '79
Réunion du conseil exécutif	5 juil. '79
" " " "	24 août '79
Réunion du conseil d'administration	6 sept. '79
" " " "	4 oct. '79
" " " "	1 nov. '79
Réunion spéciale du c.a. (projets)	23 nov. '79

Les lendemains de la troisième assemblée annuelle ont vu naître huit comités de travail pour se pencher sur les différents mandats laissés par l'assemblée générale et veiller à l'exécution des affaires courantes de l'association.

Ces comités étaient :

- Comité pour le sondage
- Comité Afrique du Sud
- Comité de sélection des membres
- Comité sur le NOEI
- Commission permanente sur l'éducation
- Comité sur les regroupement régionaux
- Comité du bulletin
- Comité des projets

Après quelques mois d'exercice on devait cependant se rendre compte que les ressourcés disponibles n'égalaien pas nécessairement les ambitions projetées.

D'une part, il faut comprendre que les énergies investies à l'AQOCI le sont (personnel du secrétariat mis à part) grâce à une collaboration bénévole de la part de personnes déjà surchargées de travail dans leur organisme respectif. Et, dans certains cas, la disponibilité exigée par certains mandats dépassait les limites du raisonnable.

LE COMITE POUR LE SONDAJE

Ce comité faisait parti de l'héritage des intentions manifestées par l'assemblée générale l'année précédente.

Cependant, l'ACDI ayant refusé de financer cette entreprise, le conseil d'administration devait changer l'ordre des priorités et reporter son intention d'exécuter un sondage scientifique auprès des Québécois à une date ultérieure.

LE COMITE AFRIQUE DU SUD

Ce comité formé de deux (2) membres seulement a préféré suivre les activités du Mouvement québécois pour combattre le racisme plutôt que de susciter et d'investir des énergies dans une activité parallèle.

Cette attitude venait d'un voeu exprimé dans une résolution de la troisième assemblée générale annuelle du 25 novembre 1978, et s'inscrivait dans un processus de continuité avec les préoccupations de l'année précédente. Notons que l'Afrique du Sud et sa politique d'apartheid est une des préoccupations majeures du Mouvement québécois pour combattre le racisme (MQPCR).

Profitant de la campagne électorale fédérale, l'AQOCI a demandé aux chefs des quatre partis en lice de faire connaître la position de leur parti concernant la politique de l'apartheid. Leur position respective fut ensuite transmise aux membres.

Par ailleurs, mentionnons que le secrétaire permanent de l'AQOCI, invité au nom de la Mobilisation québécoise contre l'apartheid, s'est rendu au Nations unies à New York faire une intervention devant le Comité Spécial des Nations unies contre l'apartheid.

L'objet du propos était de faire part aux membres du Comité spécial d'un certains nombres d'initiatives des organismes privés de coopération internationale qui viennent en aide aux victimes du régime répressif de l'apartheid.

COMITE DE SELECTION DES MEMBRES

Au cours de l'année, ce comité a fait l'étude des demandes d'adhésion à l'AQOCI et a recommandé l'admission à l'AQOCI de deux organismes :

l'Association québécoise pour l'avancement des Nations unies (AQANU) ;

Le comité de la francophonie du Centre du livre pour outre-mer.

COMITE SUR LE NOEI, Nouvel ordre économique international

Les membres de ce comité et les organismes intéressés par ce thème réalisant que l'échéance de la Conférence sur le commerce et le développement (CNUCED V) prévue à Manille était devancée d'un an, se sont rapidement mis au travail pour entreprendre quelques actions.

Dans un premier temps, en collaboration avec le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), l'AQOCI déléguait M. Renaud Bernardin à Ann Arbor, Michigan, pour aller chercher l'information sur la CNUCED V. *

Le comité a par la suite travaillé à la rédaction d'un "Dossier sommaire d'introduction à la CNUCED V."

M. Renaud Bernardin (CTM) et M. Ernst Verdieu (CECI), à titre de représentants du Québec, se sont joints à la délégation des représentants d'ONG canadien pour se rendre à Manille suivre les débats de la CNUCED V.

Lors de leur séjour, l'information récoltée nous était transmise via satellite grâce à la collaboration spéciale de Interpress service.

* Plusieurs représentants ONG s'étaient donnés rendez-vous pour élaborer une stratégie avant la CNUCED V.

A leur retour, des membres de la presse et les membres de l'AQOCI ont été invités à une séance de "debriefing" le 18 juin 1979.

Malheureusement, la couverture par la presse électronique et écrite s'est avérée faible, l'événement étant totalement éclipsé par la campagne électorale fédérale qui battait son plein simultanément.

COMMISSION PERMANENTE SUR L'EDUCATION

Cette commission, née du séminaire sur l'alimentation tenu par l'AQOCI les 27 et 28 juin 1978, avait comme mandat de :

- 1) prendre connaissance et étudier les implications des rapports publiés par les gouvernements et leurs agences et influencer les politiques d'éducation et, présenter à l'assemblée générale des modalités d'actions en guise de rédaction à la publication de ces mêmes rapports;
- 2) susciter et organiser de façon continue, une réflexion collective sur les problèmes d'éducation;
- 3) proposer des projets particuliers d'action collective en matière d'éducation.

Compte tenu des disponibilités des membres et des problèmes financiers, les membres de ce comité n'ont pu mener à terme et finaliser la consultation amorcée au sein des organismes intéressés. Il est probable, cependant, que les préoccupations inscrites au départ trouvent dans le futur son échos sous la même forme ou sous une autre.

COMITE SUR LES REGROUPEMENTS REGIONAUX

Le mandat de ce comité était de faire l'étude des divers regroupements d'organismes de coopération internationale connus afin de s'en inspirer pour vérifier les possibilités de régionalisation de l'AQOCI.

Après quelques rencontres, les membres de ce comité ont réalisé toute l'envergure que risquait de prendre cette recherche et ont préféré confier ce travail à la firme de conseillers embauché au cours de l'année. (voir : Coopération d'animation et de consultation)

COMITE DU BULLETIN

Ce comité n'aura été fonctionnel que pour un seul numéro publié. Des problèmes de disponibilité en personnel et une surcharge de travail pour le Secrétariat ont fait que l'expérience n'a pu être répétée.

COMITE DES PROJETS

Ce comité, maître d'oeuvre de la politique des projets de l'AQOCI, a poursuivi son travail en se penchant sur l'étude d'une première série de projets soumis à l'AQOCI.

Les projets retenus ont par la suite été envoyés au Ministre des Affaires intergouvernementales, M. Claude Morin, qui le 3 avril 1979, nous annonçait une subvention de \$120,052.

Par cette subvention le gouvernement du Québec voulait souligner l'intérêt qu'il attache à l'action des organismes de coopération internationale en général et au rôle de l'AQOCI en particulier. On soulignait aussi les rôles complémentaires

du gouvernement et des organismes privés à but non lucratif dans ce vaste défi que représente le développement international.

On trouvera ci-après une liste des projets accompagnés d'une brève description de chacun, ainsi que le nom de l'organisme qui en est responsable.

COOPERATIVE D'ANIMATION ET DE CONSULTATION

Depuis la 3e assemblée générale annuelle, le conseil d'administration avait créé plusieurs comités fonctionnant à des rythmes différents. Ces comités, qui se voulaient le reflet des préoccupations de l'AQOCI, ont eu pour effet d'accaparer beaucoup de temps aux membres de certains comités, aux membres du conseil d'administration, et bien sûr, le personnel du secrétariat. Réunions et téléphones se multipliaient à un rythme tel que le conseil d'administration a songé à procéder à une évaluation du fonctionnement à l'AQOCI avant de décider l'embauche d'une troisième personne au secrétariat.

Le conseil d'administration s'est adressé à la Coopérative d'animation et de consultation qui a procédé au cours de l'été à une évaluation du fonctionnement de l'AQOCI. Une consultation auprès des membres a été effectuée par Monsieur Jean Yves Vézina et Gaétan Tremblay, auteurs du rapport, "Le Développement de l'AQOCI : (Qu'est-ce que l'AQOCI fait, et qui y fait quoi).

CONFÉRENCE DES ONG (Lac Couchiching)

Madame Ghislaine Bélanger et Jean Fortin ont été invités à participer à la Conférence des ONG, qui s'est tenue du 13 au 16 octobre 1979, au Centre des conférences de Geneva Park en banlieue de Toronto. Le thème de cette conférence était : comment évolueront les organismes canadiens dans les années '80? La conférence réunissait des représentants de trente organismes canadiens s'occupant de développement international, et une quarantaine de délégués des pays en développement. Cette conférence s'est terminée par une déclaration commune de tous les participants qui fut acheminée au gouvernement fédéral.

"Le développement, c'est le processus de changement vers la libération par lequel une population dans un milieu social et écologique donné, et à un moment historique déterminé, transforme ses structures de production, établit de nouveaux rapports sociaux et renouvelle ses institutions à la lumière de l'actualisation de ses fondements culturels, en vue de parvenir à une meilleure qualité de vie. Ce processus de changement découle, pour beaucoup, d'échanges diversifiés entre les peuples, en même temps qu'il concourt à les ouvrir à de nouveaux rapports."

EXTRAITS DE LA POLITIQUE DES PROJETS DE L'AQOCI

001 PUBLICATION DE BROCHURES POUR LA PROMOTION DE
LA SANTE DES PEUPLES EN DEVELOPPEMENT

Montant alloué : \$ 10,000

Organisme responsable : ASSISTANCE MEDICALE INTERNATIONALE

Publication d'un ouvrage vulgarisé sur la santé et l'hygiène. Ces brochures, à l'origine publiées en espagnol (Pérou), et abondamment illustrées de dessins ont servi à former des aides médicales autochtones tout le long de l'Amazonie. L'AMI projète d'offrir une édition française-anglaise. Chacun des envois de matériel médical contiendra au moins un exemplaire de cette publication, et une formule à remplir pour en commander une plus grande quantité.

003 BUREAU REGIONAL POUR LA FEDOCOOP DANS LE SECTEUR
NORD-OUEST DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE

Montant alloué : \$ 7,000

Organisme responsable : PLAN NAGUA

Permettre à la Fédération Dominicaine des coopératives d'épargne et de crédit de servir plus efficacement les coopératives affiliées de la région nord-ouest du pays et soutenir ainsi l'implantation plus rapide du mouvement coopératif dans ce pays. Assurer, au début, le soutien logistique pour que les membres des coopératives affiliées aient à leur disposition un conseiller agronomique et technique, pour que ces agriculteurs puissent avoir accès et se préparent à recevoir les prêts qui, sans ce soutien ne leur seraient que partiellement disponibles. Les 7962 petits agriculteurs qui sont membres actuellement des coops de la région, ainsi que les nouveaux membres.

004 SERVICE D'INFORMATION INTERNATIONALE POUR LES HEBDOMADAIRES REGIONAUX

Montant alloué : \$ 10,795

Organisme responsable : SERVICE UNIVERSITAIRE CANADIEN OUTRE-MER

Diffusion d'information internationale dans les hebdomadaires régionaux afin de sensibiliser la population. Le projet consiste à la préparation de matériel d'information photo-composé et l'envoi à tous les hebdomadaires régionaux.

005 TOURNEE D'INFORMATION - EQUATEUR

Montant alloué : \$5,010

Organisme responsable : SERVICE UNIVERSITAIRE CANADIEN OUTRE-MER

En collaboration avec le Comité international de solidarité ouvrière (CISO) le SUCO s'est chargé de la préparation de la tournée de Emilio Velasco, représentant de la CEDOC (secrétaire général). Ce projet voulait diffuser une information sur la situation politique économique-sociale en Equateur.

La tournée était dirigée tant au niveau de la structure syndicale québécoise (CEQ-CSN) qu'au sein d'organismes de coopération internationale et groupes populaires (23 septembre au 2 octobre)

006 PECHERIES / KRIBI - CAMEROUN

Montant alloué : \$ 7,500

Organisme responsable : SERVICE UNIVERSITAIRE CANADIEN OUTRE-MER

Favoriser de nouvelles méthodes de pêche par l'utilisation de meilleurs outils de travail, à meilleur prix. Favoriser une meilleure organisation de type coopératif et former les pêcheurs dans leur milieu de travail.

Organisation de services techniques et économiques aux pêcheurs-artisans de toute la côte océane de Kribi : ravitaillement, expérimentation d'embarcations et agrès de pêche, production d'agrès, conseils techniques sur l'entretien des moteurs, diffusion des techniques légères et animation communautaire auprès des pêcheurs de la côte camerounaise.

007 NAWARE - CHAMPS COLLECTIFS - TOGO

Montant alloué : \$ 10,000

Organisme responsable : SERVICE UNIVERSITAIRE CANADIEN OUTRE-MER

Favoriser le retour aux champs collectifs des paysans. Les Konkombas travaillaient la terre de façon collective jusqu'à ce que la colonisation ne vienne introduire les notions de propriété privée. Les paysans veulent revenir à leurs traditions en s'adonnant à la culture maraîchère. Apport logistique du SUCO sous forme d'engrais, technique d'irrigation, semences et transport.

008 INADES - PAYSANS - BOLIVIE

Montant alloué : \$5,000

Organisme responsable : SERVICE UNIVERSITAIRE CANADIEN OUTRE-MER

Collaboration SUCO-INADES

Projet d'éducation intégrale en santé, agriculture et formation générale. INADES a choisi d'intervenir dans 5 provinces de l'Altiplano. Le coopérant technicien de SUCO y produit du matériel audio-visuel comme outil de travail pour les 3 équipes (infirmières, agronomes et animateurs).

009 EL HOUAMED - COOPERATIVE DE TISSAGE - TUNISIE

Montant alloué : \$ 4,000

Organisme responsable : SERVICE UNIVERSITAIRE CANADIEN OUTRE-MER

Création d'une association de femmes dans le travail de la laine pour la fabrication de couvertures, klims, bournous. Permettre l'achat d'un métier à tisser et favoriser la création d'une association pré-coopérative de fabrication et de mise en marché au sein des familles de El Houamed en Tunisie.

010 CENTRE INTERNATIONAL DE L'ENFANT - QUEBEC

Montant alloué : \$ 12,000

Organisme responsable : UNICEF - QUEBEC

A l'occasion de l'année internationale de l'enfant, rendre disponible pour tous une information universelle sur l'enfant par l'établissement d'un centre de documentation, d'information, d'animation et de rencontre pour l'enfant et le public en général.

011 CREATION D'UN INSTRUMENT D'ANIMATION POUR LES JEUNES

Montant alloué : \$ 2,000

Organisme responsable : CARREFOUR DE SOLIDARITE INTERNATIONALE
(SHERBROOKE, QUE.)

Préparer un instrument d'animation tenant compte des buts que se propose le C.S.I. dans son travail de réveil de la population. Créer un réseau de solidarité entre les éducateurs qui se préoccupent des questions internationales et les jeunes des écoles élémentaires. Le travail comprend la réalisation d'un diaporama, un cahier d'animation et un cahier de réalisations pour l'enfant.

012 REGIONALISATION DES SERVICES

Montant alloué : \$ 5,000

Organisme responsable : CARREFOUR DE SOLIDARITE INTERNATIONALE
(SHERBROOKE, QUE.)

Le Carrefour de solidarité internationale se propose d'offrir ses services à la population de Mégantic : cours, animation des soirées Tiers-Monde, visite de personnes du Tiers-Monde, documentation. Aussi, on souhaite faire connaître les organismes de la région susceptibles d'intéresser les gens du milieu dans le but de former un noyau d'intervention dans cette région.

013 CENTRE DE RESSOURCES - DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Montant alloué : \$ 10,000

Organisme responsable : CARREFOUR INTERNATIONAL (MTL)

Inciter les Québécois à s'intéresser aux problèmes du Tiers-Monde en leur fournissant l'information par l'acquisition de nouveaux films, le sous-titrage de films étrangers, le renouvellement des abonnements et acquisitions de nouvelles parutions. Clientèle visée : étudiants/professeurs.

014 LE CHOMAGE DANS LE SYSTEME ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Montant alloué : \$ 3,500

Organisme responsable : COMITE REGIONAL D'EDUCATION POUR LE
DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL LANAUDIÈRE

Fabrication par un groupe de travailleurs et de chômeurs d'un instrument d'animation susceptible d'être utilisé par des groupes de travailleurs et de chômeurs pour comprendre les liens entre le phénomène du chômage et le système économique international. Le projet comporte cinq (5) étapes : regroupement d'une équipe de travail; recherche sur les liens entre chômage et système économique international; construction d'un outil d'animation; présentation de cet outil à quelques groupes et évaluation du projet.

Clientèle visée : Trois clientèles "concentriques" : les membres de l'équipe de travail (multiplicateurs), des intervenants sociaux susceptibles d'utiliser un tel instrument et les travailleurs et chômeurs eux-mêmes (dans la région et éventuellement ailleurs).

015 ANIMATION AU SERVICE DES ORGANISMES DE QUEBEC

Montant alloué : \$ 10,000

Organisme responsable : CARREFOUR TIERS-MONDE

Offrir à divers membres de l'AQOCI ayant des projets d'éducation dans la région de Québec en 1978-'79, et démunis de personnel suffisant, une collaboration en matière d'animation. Ceci implique la création d'un service d'animation, sous la responsabilité d'un comité inter-organismes, administré par Carrefour Tiers-Monde.

016 THEATRE POUR LE TIERS-MONDE

Montant alloué : \$ 4,000
Organisme responsable : CARREFOUR TIERS-MONDE

Sensibiliser le grand public de divers régions aux problèmes du Tiers-Monde par le moyen privilégié du théâtre et du spectacle. On prévoit une tournée de 3 spectacles répétés dans une douzaine de villes et régions, portant sur l'Afrique du Sud, L'Amérique latine et le Vietnam avec la troupe "PARMINOU" un groupe folklorique vietnamien et un groupe chilien.

017 MANUEL D'INITIATION AUX PROBLEMES DE LA DEPENDANCE

Montant alloué : \$ 8,000
Organisme responsable : CARREFOUR TIERS-MONDE

Fournir un instrument de base pour l'éducation en matière de relations internationales - préparer la reprise de l'action pour un Nouvel ordre économique international, à la veille de la CNUCED 5.

Ce projet a reçu un premier versement de 4,000 dollars le 8 juin 1979.

018 CENTRE DE DOCUMENTATION - QUEBEC

Montant alloué : \$ 4,600
Organisme responsable : CENTRE D'ETUDE ET DE COOPERATION INTERNATIONALE

Etablissement d'un centre de documentation à l'intérieur de la permanence du C.E.C.I. à Québec : engagement d'un bibliothécaire; location de locaux; organisation matérielle de la bibliothèque et salle de lecture; achat de livres et abonnements

019 RENOUELEMENT D'UN PHOTOCOPIEUR

Montant alloué : \$ 1,647
Organisme responsable : ENTRAIDE MISSIONNAIRE

Demande pour défrayer le coût de l'achat d'un nouveau photocopieur, outil indispensable au bon fonctionnement des activités de Entraide missionnaire.

FICHE ILLUSTRANT LES RECOMMANDATIONS FAVORABLES ADOPTÉES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'A.Q.O.C.I.

Membres de l'A.Q.O.C.I.		ami	c.i.	c.s.i	c.t.m	ceci	c.f.(c)	credil club ^{2/3}	i. du m.	p.N.	succo	unicef	TOTAL
PAYS EN DEVELOPPEMENT	Montant demandé	30,000	10,000				8,700			12,000	49,390		110,090
	Montant alloué	11,700	7,000								19,027		37,727
EDUCATION	Montant demandé	30,750	12,150	27,780	4,500			4,500	9,158		42,840	23,415	159,093
	Montant alloué	12,000	12,150	15,300	4,000			4,500	9,158		20,000	15,000	92,108
REGIONALISATION	Montant demandé				4,100								4,100
	Montant alloué				4,100								4,100
FONCTIONNEMENT	Montant demandé											14,415	14,415
	Montant alloué											9,000	9,000
MONTANT TOTAL DEMANDE par organisme		30,000	40,750	12,150	27,780	8,600	8,700	4,500	9,158	12,000	92,230	37,830	287,698
MONTANT TOTAL ALLOUE par organisme		11,700	19,000	12,150	15,300	8,100	—	4,500	9,158	—	39,027	21,000	139,935

(1) Montant prévu d'après "Politique des projets" et selon un plancher de \$ 139,935.00
 (2) Pourcentage correspondant à (1)
 (3) Montant total DEMANDE par les O.C.I. par catégorie
 (4) Pourcentage correspondant à (3)
 (5) Montant total ACCORDE pour les O.C.I. par catégorie
 (6) Pourcentage correspondant à (5)

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	Total demandé					
	Total accordé					
PAYS EN DEVELOPPEMENT	48,978	35%	110,090	38.3%	37,727	26%
EDUCATION	62,911	45%	159,093	55.2%	92,108	65%
REGIONALISATION	13,993	10%	4,100	1.5%	4,100	3%
FONCTIONNEMENT	13,993	10%	14,415	5%	9,000	6%

